



Chiffres clés

35%

des victimes identifiées sont des cas de violation du droit à la vie et à l'intégrité physique

12%

des violations à la vie et à l'intégrité physique identifiées sont des homicides/meurtres

32%

Des victimes sont des femmes et filles

28%

des victimes de coups et blessures sont des femmes et filles

18%

des VBG identifiés sont des cas de viol

APERÇU GÉNÉRAL

Malgré une multitude d'initiatives diplomatiques régionales et internationales en vue de la résolution du conflit entre l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23) et le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC), la situation humanitaire et de protection n'a pas connu d'amélioration au courant du mois d'avril 2025, notamment dans l'Est du pays. Elle a été caractérisée par des affrontements armés accompagnés de déplacements de populations vers des zones jugées plus sûres mais aussi des mouvements de retours, assez souvent pendulaires. Les conflits intercommunautaires dans l'ouest du pays se sont poursuivis. Durant le mois d'avril, des incidents de protection ont été documentés, essentiellement des meurtres, des cas de blessures, des enlèvements et des violences sexuelles. En outre, le pays a également été touché par des pluies diluviennes dans plusieurs provinces.

Les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont particulièrement touchées par les conflits et les déplacements, notamment en raison du conflit impliquant l'AFC/M23 et de l'activisme d'autres groupes armés.

Malgré un calme précaire dans la province de l'Ituri, des cas de violations des droits humains ont été rapportés dans plusieurs localités des différents territoires avec comme auteurs présumés les éléments de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), des éléments Zaïre (dont certains se sont alliés à la Convention pour la révolution populaire-CRP, nouveau groupe de Thomas Lubanga) et des Allied Democratic Forces/ Forces démocratiques alliées (ADF).

Une baisse de 20% des ménages déplacés a été enregistrée dans les provinces de l'Est touchées par les conflits par rapport au mois précédent, avec un total de 125 840 ménages déplacés. Le Sud-Kivu, l'Ituri et le Nord Kivu sont les provinces les plus touchées, avec respectivement 54 896, 36 797 et 34 147 ménages déplacés¹.

FAITS SAILLANTS

Province de l'Ituri:

Le 22 avril 2025, une délégation de la milice CODECO s'est déplacée à Kampala, en Ouganda, pour rencontrer le chef d'Etat-Major général de la Force de défense du peuple ougandaise (UPDF), en vue de pourparlers de paix dans la région de l'Est de la RDC et d'une cessation des hostilités. Malgré cette démarche, la milice CODECO continue les attaques contre des villages, une position militaire des FARDC et des civils sur la RN27.

Par ailleurs, le gouverneur militaire de la province de l'Ituri et un ancien chef de guerre et chef de la chefferie Bahema Banyawagi sont de retour à Bunia après plusieurs semaines d'absence, deux faits qui pourraient impacter sur le contexte de protection en Ituri.

L'environnement de protection dans la province de l'Ituri reste marqué par des violations de droits humains : enlèvements, meurtres, rackets, incendie, agressions physiques et sexuelles, dont les milices et groupes armés sont les présumés auteurs.

Les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi ont été les plus impactés par les exactions des présumés milices/groupes armés (CODECO, ZAIRE, CNPR et ADF) et Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ; Djugu et Irumu ont également été sujets à des menaces d'évictions de sites de personnes déplacées internes (PDI) de la part de certains propriétaires terriens (privés et confessionnels).

Le territoire de Mambasa fait face à une prolifération de maisons de tolérance impliquant la participation d'enfants malgré les nombreuses actions des humanitaires dénonçant ces faits.

Territoire de Djugu

En début de période, dans la zone de Santé de Tchomia, des mouvements de retour d'environ 55% des personnes déplacées ont été observés de même qu'une reprise progressive des activités économiques et scolaires en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire.

Des incursions d'éléments CODECO ont été enregistrées dans plusieurs villages où ils commettent des homicides, dérobent les biens des populations civiles, entravent la libre circulation des personnes et des biens sur des tronçons qui permettent l'approvisionnement en vivre ou les interventions de partenaires humanitaires.

A titre d'exemple, le 03 avril, des présumés éléments de la CODECO auraient été auteurs d'un homicide lors d'une incursion perpétrée dans le village Seseti, groupement Buku situé dans la zone de santé de Drodoro. Ils auraient également été responsables de pillages de bétail et d'un enlèvement le 04 avril au village Juli-jina.

En outre, une embuscade aurait été tendue par des éléments ZAIRE dans le secteur de Walendu Tatsi qui aurait été auteurs d'homicides dans ce secteur.

Le 14 avril, des affrontements entre des présumés combattants du groupe armé ZAIRE et les militaires FARDC de la base navale de Joo auraient entraîné le déplacement des populations estimées à au moins 1 000 ménages vers des localités environnantes du groupement de Tchomia ainsi que vers l'Ouganda.

Il importe de souligner que la présence des engins explosifs non explosés continue d'exposer les populations à un risque élevé d'accidents pour la population. Dans la zone de santé de Fataki, une alerte y relative a été signalée le 4 avril à Ngbatsiba.

L'arrivée des troupes de l'armée ougandaise (UPDF) semble avoir rassuré la population et cela pourrait justifier le retour progressif de certains ménages de PDIs. En effet, à la suite de l'installation des troupes de l'armée ougandaise dans le territoire de Djugu, en particulier au chef-lieu de Bahema Badjere, il a été observé un retour progressif d'environ 249 ménages déplacés internes dans les villages Sombuso (63), Bethléem (32), Fataki (107) et 47 ménages dans les sites de Tsukpa (10), Lala (17), Plaine Savo (20).

Territoire d'Irumu

Plusieurs actes de banditisme perpétrés par des coupeurs de route ont été rapportés au cours de la période. A titre d'illustration, dans le groupement Bandavilemba, les éléments ADF auraient commis au moins 08 homicides et plusieurs cas d'enlèvements lors d'une incursion particulièrement meurtrière perpétrée le 04 avril.

Territoire de Mahagi

Des attaques entre groupes armés entraînent des déplacements de populations et diverses violations/abus des droits humains. Une attaque menée par des groupes armés le 12 avril aurait entraîné un mouvement de populations d'environ 6 000 personnes vers des zones jugées plus sûres².

Province du Nord-Kivu:

Une baisse considérable des allégations de violations et abus des droits humains (54% de réduction) a été constatée comparativement au mois précédent bien qu'il y a eu poursuite des affrontements armés aboutissants à d'importants mouvements de populations et incidents.

Le droit à la vie et à l'intégrité physique a été le plus violé dans la province, avec un taux élevé d'homicides à Oïcha, Rutshuru, Goma, Lubéro. Les coups et blessures, les violations du droit à la liberté, du droit à la propriété, des allégations de VBG et allégations de violations graves à l'encontre des enfants suivent, dans cet ordre.

Territoire de Beni

La situation est restée volatile à Beni avec une menace permanente des ADF. Des incursions de groupes armés se seraient intensifiées, entraînant des cas de meurtres, d'enlèvements et d'incendies de maisons. A titre d'exemple, les 11 et 12 avril, 11 corps sans vie ont été retrouvés à Mulindi et Mayangose dans la zone de santé d'Oïcha.

Territoire de Lubero

De nouveaux affrontements dans la zone de santé de Kayna entraînant le contrôle de sa partie Ouest par l'AFC/M23 ont été signalés. Les acteurs humanitaires ont rapporté 02 homicides causés par des affrontements signalés entre le 9 et le 10 avril dans la zone³.

¹<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rapport-mensuel-de-deplacement-avril-2025>

²<https://www.unocha.org/news/todays-top-news-sudan-south-sudan-occupied-palestinian-territory-democratic-republic-congo>

³<https://www.unocha.org/news/todays-top-news-sudan-occupied-palestinian-territory-democratic-republic-congo-south-sudan>





Une attaque des éléments armés le 12 avril dans la localité de Nziapanda aurait causé 02 homicides ainsi que le déplacement de 53 ménages vers des zones jugées plus sûres.

Par ailleurs, la présence de restes explosifs de guerre (REG) menace la sécurité des populations dans plusieurs localités du territoire de Lubero, touchées par des affrontements armés⁴. Selon les partenaires humanitaires, les zones de santé de Kayna et Lubero ont enregistré quatre incidents de REG avec au moins 10 civils tués depuis janvier. Ces engins sont particulièrement nombreux dans les zones agricoles.

Territoire de Rutshuru

En début de période, des affrontements entre groupes armés ont touché plusieurs localités de Bukombo Centre, Muko et Rubona, provoquant le déplacement de plus de 4 370 ménages. Au cours de la 2e semaine du mois, les affrontements ont diminué mais la proximité des positions des belligérants dans les zones de Birambizo et Bambo maintient un risque élevé de reprise des violences.

Il est à noter qu'une épidémie d'anthrax a été confirmée sur des cadavres d'hippopotames, buffles, vaches dans le territoire de Rutshuru au cours de la période. La transmission aux humains représente une menace sanitaire supplémentaire ; de premiers cas suspects d'anthrax chez les humains ont été rapportés dans la zone de santé de Binza.

Territoire de Masisi

Les affrontements armés se sont poursuivis sur certaines lignes de front et ont continué de causer des abus et violations des droits humains. A titre d'illustration, entre le 1er et le 8 avril, des groupes armés se sont affrontés dans Masisi Centre, entraînant d'importants mouvements de population. Ces violences ont fait au moins 10 morts et 8 blessés. Entre le 11 et 16 avril au moins 06 homicides, 05 cas des blessures, 03 enlèvements, le pillage de 12 ménages, la destruction de 02 habitations ainsi que des déplacements massifs des populations ont été rapportés.

Des déplacements de plusieurs centaines de personnes vers la cité de Mweso, les localités de Lwibo, Bikunche, Muroba et de Mafuo en groupement Bayungu, ont été notés à la suite d'attaques.

Territoire de Nyiragongo et ville de Goma

Le niveau de criminalité a certes baissé mais il demeure inquiétant dans la ville de Goma et le territoire de Nyiragongo où il y aurait eu au moins 20 civils tués au cours de la première quinzaine d'avril 2025.

A Goma, des violents affrontements signalés dans la nuit du 11 au 12 avril dans plusieurs quartiers de la ville auraient causé 03 cas de blessures par balles et forcé les civils à s'enfermer dans leurs maisons. Ces affrontements se seraient étendus le lendemain vers le parc national des Virunga, dans le territoire de Nyiragongo où des homicides et enlèvements de personnes assimilées ou soupçonnées de collaborer avec des groupes armés rivaux ont été rapportés.

Province du Sud-Kivu:

La situation de protection a été marquée par des déplacements de populations (particulièrement dans les territoires de Fizi, Uvira, Walangu, Kalehe), des violences et violations des droits humains en raison de la poursuite des affrontements armés.

Territoire de Kalehe

Au cours de la première période du mois, de violents combats entre groupes armés ont persisté et continué de causer des violations des droits humains ainsi que des mouvements de populations avec au moins 70 000 personnes déplacées qui présentent d'importants besoins en assistance multisectorielle.

Territoire d'Uvira

Les sources locales rapportent des mouvements de retours progressifs vers leurs zones d'origine des personnes qui avaient trouvé refuge à Bujumbura (Burundi) ainsi que de PDI qui avaient été hébergées dans les sites de déplacement autour d'Uvira. Ces retours seraient motivés par les conditions de vie difficiles dans les zones de déplacement. La plupart des personnes rapatriées et retournées auraient trouvé leurs habitations détruites.

Territoire de Fizi

Les affrontements entre les militaires FARDC et un groupe armé continuent d'être rapportés dans le territoire. A titre d'illustration, le 1er avril, les affrontements dans les villages de Lusuku et Mulima auraient entraîné le déplacement d'environ 633 ménages de 3 165 personnes vers Fizi-centre ainsi que d'autres localités du groupement Basimukuma-sud.

Des sources concordantes sur le terrain rapportent un renforcement des effectifs des militaires de la Force de Défense Nationale du Burundi (FDNB), alliée des FARDC, à Mulenge, dans le groupement de Kigoma depuis le 14 avril 2025, pour contrer les menaces des groupes armés locaux et étrangers, notamment les M23 et leurs alliés.

Selon les mêmes sources, les éléments Red Tabara, alliés du M23, seraient en train de renforcer leur présence à Kaholoholo, dans les hauts plateaux de ce groupement. Cette présence des éléments du Red Tabara dans le groupement constitue une menace pour la sécurité et la protection de la population civile.

Dans la plaine de la Ruzizi, un calme précaire y est signalé avec un renforcement des militaires burundais pour contrer une éventuelle tentative d'incursion du M23 et ses alliés.

Province du Tanganyika:

- La province du Tanganyika connaît des violences intercommunautaires et des attaques de groupes armés qui contribuent à l'aggravation de la crise humanitaire que connaît le pays.
- Les autorités locales ont signalé dans le territoire de **Kalemie** des affrontements entre groupes armés qui auraient causé plusieurs cas de coups et blessures des personnes civiles, l'incendie des dizaines d'habitations ainsi que des mouvements de populations vers la brousse environnante ou d'autres zones jugées plus sûres⁵.
- En milieu de période, des Miliciens Twa auraient tendu des embuscades simultanées à des motocyclistes venant de Kalemie, armés de fusils et de flèches à environ 50km du centre de Kalemie, sur la route Kalemie-Nyunzu. Le bilan rapporte qu'au moins 16 motos ont été volées, avec 21 individus à leur bord. Ces attaquants ont dérobé les biens, marchandises, fonds et téléphones appartenant à une vingtaine de victimes.
- En outre, le 26 avril, un convoi partant de Kabimba en direction de Kalemie a été pris dans une embuscade tendue par des individus armés. Le rapport mentionne la mort de cinq personnes, un blessé, ainsi qu'un citoyen chinois kidnappé.
- Les enfants continuent de faire face à de graves violations de leurs droits. De nombreux enfants n'ont pas pu être scolarisés dans certaines parties de l'Est de la RDC où les autorités locales ont signalé l'occupation d'au moins cinq écoles par des groupes armés. Cette occupation a privé plus de 2 300 enfants de leur droit à l'éducation aussi bien dans le territoire de Kalemie (province du Tanganyika) que dans le territoire de Punia (province du Maniema). A noter qu'un certain nombre d'autres écoles sont également utilisées comme abris par des familles qui ont fui la violence.
- Dans les territoires de **Kalemie** et **Nyunzu**, le débordement de la rivière Rugumba a détruit des maisons, des écoles et des terres agricoles. Selon la Division provinciale de l'action humanitaire et de la solidarité, le bilan provisoire est de 8 815 personnes affectées (1 763 ménages), 15 blessés, 2 morts, 1 046 maisons détruites et 8 écoles endommagées. Le nombre total de personnes affectées dans la région est estimé à plus de 20 000⁶.

Province du Kasai:

- En mars, une détérioration de la situation de protection a été constatée dans La province du Kasai a connu une situation marquée par du banditisme urbain, des abus et des tensions intercommunautaires, particulièrement dans les territoires de Mweka, Luebo, Kamonia et dans la ville de Tshikapa.
- Comparativement au mois de mars 2025, on note en avril 2025 une baisse des violations et abus des droits humains de 48%. Cela résulte surtout de la réduction du nombre de moniteurs, au-delà d'autres raisons liées au contexte sécuritaire.
- Parmi les violations/abus des droits humains, 28% de coups et blessures ont été rapportés, 21% de cas de taxation illégale, 13% de cas d'extorsion de biens, 13% d'allégations de cas de violences sexuelles et 11% de cas d'arrestations arbitraires et détentions illégales. Les territoires les plus affectés restent Kamonia, Mweka et Luebo.
- 26 % des allégations de VBG ont été référées et prises en charge dans les structures de santé ou de soutien psychosocial. Ce taux reste largement insuffisant, en raison de l'éloignement des structures médicales qualifiées, de la peur de la stigmatisation, du manque de moyens pour le transport et de méconnaissance des procédures de référencement.

Territoire de Mweka

- À la suite d'une altercation entre deux habitants des villages Yobo et Bongatshiala, un conflit lié aux limites de champ a dégénéré le 22 avril dans l'aire de santé de Bungamba. S'en sont suivi de violents affrontements entre quelques personnes de deux villages opposés. La bagarre entre les deux camps aurait causé plusieurs blessés et quelques maisons vandalisées.

⁴ <https://www.unocha.org/publications/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-du-nord-kivu-rapport-de-situation-6-8-mai-2025>

⁵ <https://www.unocha.org/news/todays-top-news-myanmar-occupied-palestinian-territory-democratic-republic-congo-colombia>

⁶ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/democratic-republic-congo-flood-2025-dref-operation-mdrcd046>





- Les forces de l'ordre (PNC, DGM, PCR) sont accusées d'extorsion et de pratiques illégales, en particulier dans la zone de santé de Mweka et à Bolempo, entravant la libre circulation et exacerbant les tensions locales.

Territoire de Luebo

- Un conflit intercommunautaire entre les habitants du village Bakwanga Kapula et ceux du village Tshimbalanga avec pour origine l'appartenance d'un chantier minier a ressurgi le 13 avril 2025, provoquant des vives tensions.
- Dans le secteur de Ndjoko Punda, des agressions contre des femmes dans des endroits isolés inquiètent la communauté ; un ancien milicien armé serait le présumé auteur de ces agressions.
- Au village BenaKashiya, secteur de Luebo Iulengele, un conflit champêtre a coûté la vie d'une femme le 17 avril 2025. Les auteurs présumés argueraient que la victime et son mari auraient empiété leur champ.

Territoire de Tshikapa/Kamonia

- La criminalité urbaine s'est intensifiée, notamment dans les quartiers Dibumba, Kanzala et Mabondo ainsi que l'axe Mayanda – Kandjaji qui sont ciblés par les groupes de délinquants. A titre d'illustration, ces derniers auraient agressé une mineure lors d'un deuil dans un de ces quartiers. De même, des braquages contre des commerçants ont été enregistrés sur l'axe Mayanda – Kandjaji. A cela s'ajoute la mort de deux passeurs congolais tués par des militaires angolais. Cette situation inquiète énormément les usagers de ce tronçon.
- Dans la période, 775 Congolais ont été expulsés d'Angola par le poste frontalier de Kamako et 198 congolais sont retournés volontairement dans leur pays.

Province du Kasai-Central:

- L'environnement de protection est demeuré particulièrement fragile dans la province du Kasai Central durant le mois d'avril 2025 avec de nombreuses violations des droits qui ont affecté aussi bien la population de la ville de Kananga que celle des territoires environnants.
- Une hausse de 5% des violations/abus des droits humains a été enregistrée entre les mois de mars et avril. Parmi les incidents les plus graves, il y a les atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique, avec 42% des cas enregistrés. Ces violations seraient principalement attribuées à une culture persistante de la violence et à l'impunité entretenue par l'inaction de l'appareil judiciaire.
- 40% des cas documentés sont des violations du droit à la propriété. Cette tendance s'explique notamment par le manque de contrôle et de surveillance efficace de la part des forces de l'ordre.
- 16% des cas sont des allégations de violences basées sur le genre.

Territoire de Dimbelenge

- Un affrontement violent a été signalé entre les communautés Bakua LUKUSA et Bena MPIANA dans le territoire de Dimbelenge, secteur de Lubi. Ce conflit a provoqué la fuite des populations locales avec comme autres conséquences 10 morts, 23 blessés et 71 cases incendiées. Environ 670 ménages ont été contraints de se déplacer vers les groupements de Bakua Tshiya (Bana ba Ntumba), Bajikile et Kasongo Mbanza. Selon une mise à jour récente, un autre incendie a ravagé des plantations de maïs et détruit 500 autres cases, provoquant le déplacement additionnel de 1 367 personnes, dont 489 hommes, 657 femmes, 122 garçons et 99 filles.

Territoire de Luiza

- Dans le territoire de Luiza, la situation sécuritaire reste volatile, notamment en raison de conflits liés aux pouvoirs coutumiers dans les secteurs de Bambayi, de Lusanza et de Kamana Ka Moji, opposant ces derniers aux Bakua Musumayi.
- Par ailleurs, à Luiza, chef-lieu du territoire, des individus sèment l'insécurité munis d'armes blanches, s'introduisant nuitamment par effraction dans les domiciles de citoyens. Ils seraient responsables de nombreux cas de coups et blessures, d'extorsions, souvent perpétrés sous les yeux d'agents de police impuissants face à la situation.

Provinces du Mai-Ndombe et ville province de Kinshasa:

Territoire de Kwamouth

Des violations des droits humains sont alléguées aux éléments de la milice Mobondo avec notamment 02 homicides signalés le 15 avril dans les villages Ntomo et Likanda ya Kala situés dans le Groupement Bateke Sud.

Commune rurale de Maluku (Ville de Kinshasa)

Des cas de taxes illégales alléguées aux militaires FARDC continuent d'être signalés à Mongata et dans le quartier Dumé.

Des présumés éléments de la milice Mobondo auraient été auteurs de plusieurs violations des droits humains dans la zone : 03 cas de coups et blessures, 03 enlèvements suivis d'une demande de rançon et d'01 cas de pillage d'une moto signalés le 14 et le 18 avril dans le groupement Mbankana.

Ville de Kinshasa

A Kinshasa, des pluies torrentielles se sont abattues en début de période, provoquant d'importants dégâts matériels et humains. Plusieurs quartiers périphériques ont été dévastés suite aux inondations. Des dizaines de voitures ont été emportées, les niveaux d'eau ont atteint jusqu'à 1,5 mètre et de nombreux habitants ont été contraints d'abandonner leurs maisons. Treize des 24 communes de la ville ont été sévèrement touchées, avec un bilan de 165 morts, 28 blessés, plus de 7 000 personnes déplacées (dont certaines ont été relogées dans quatre sites de secours temporaires) et des pertes matérielles considérables.





APERÇU NATIONAL DES VIOLATIONS ET ABUS DES DROITS

⁷ Les données statistiques du monitoring de protection n'ont pas été collectées en avril dans la majorité des provinces. A cette période, seules les provinces du Nord-Kivu, Kasai, Kasai-Central ont été couvertes par le monitoring de protection.

Catégories de violations/abus identifiées

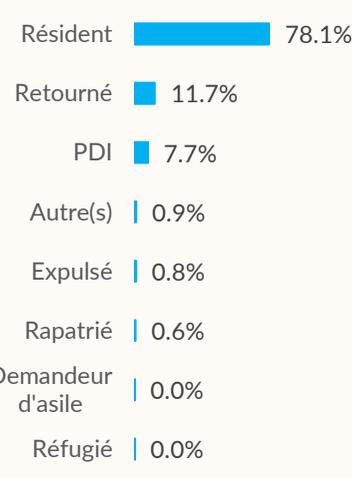


PRINCIPALES VIOLATIONS

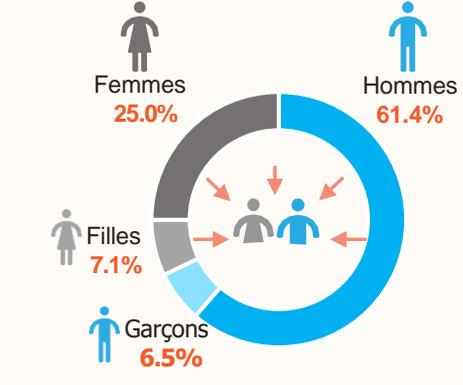
(Top 10 des sous-catégories de violations)



STATUT DES VICTIMES

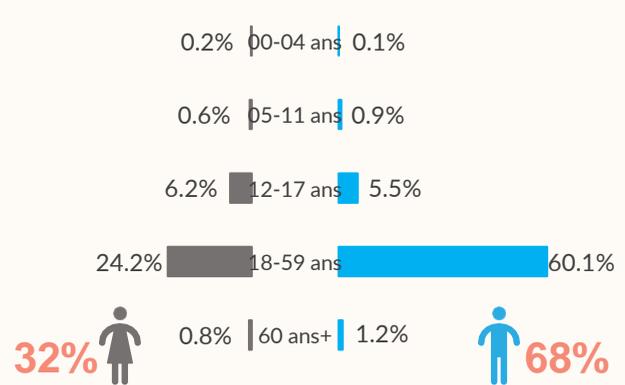


VICTIMES PAR GENRE

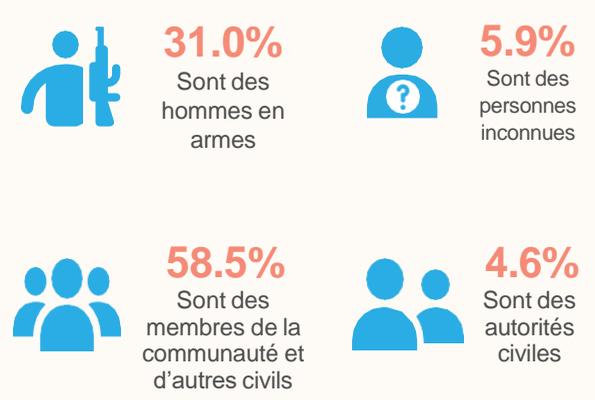


PROFILS DES VICTIMES

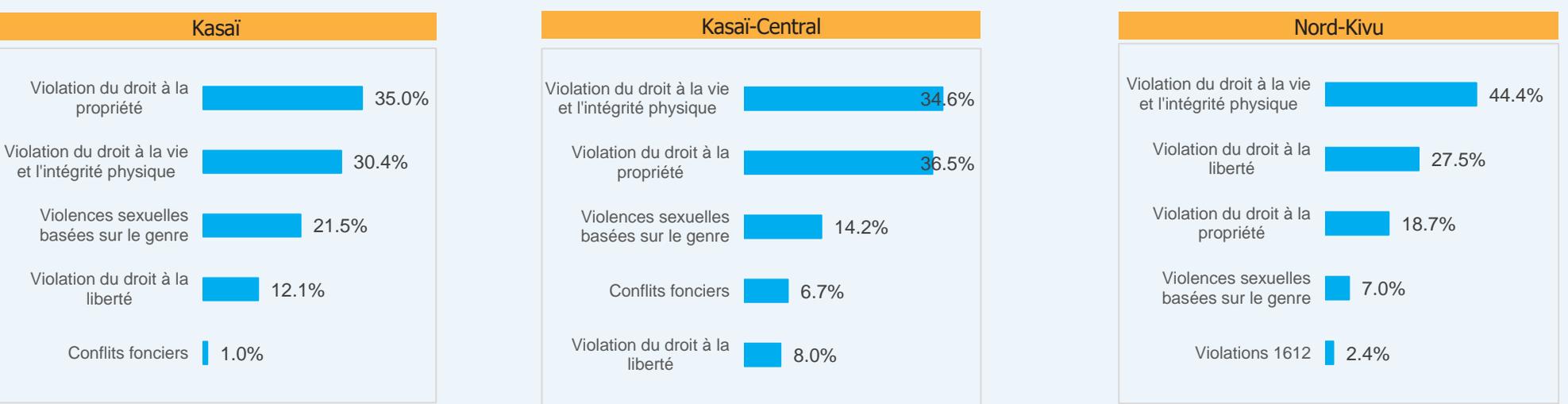
(Sexe/âge)



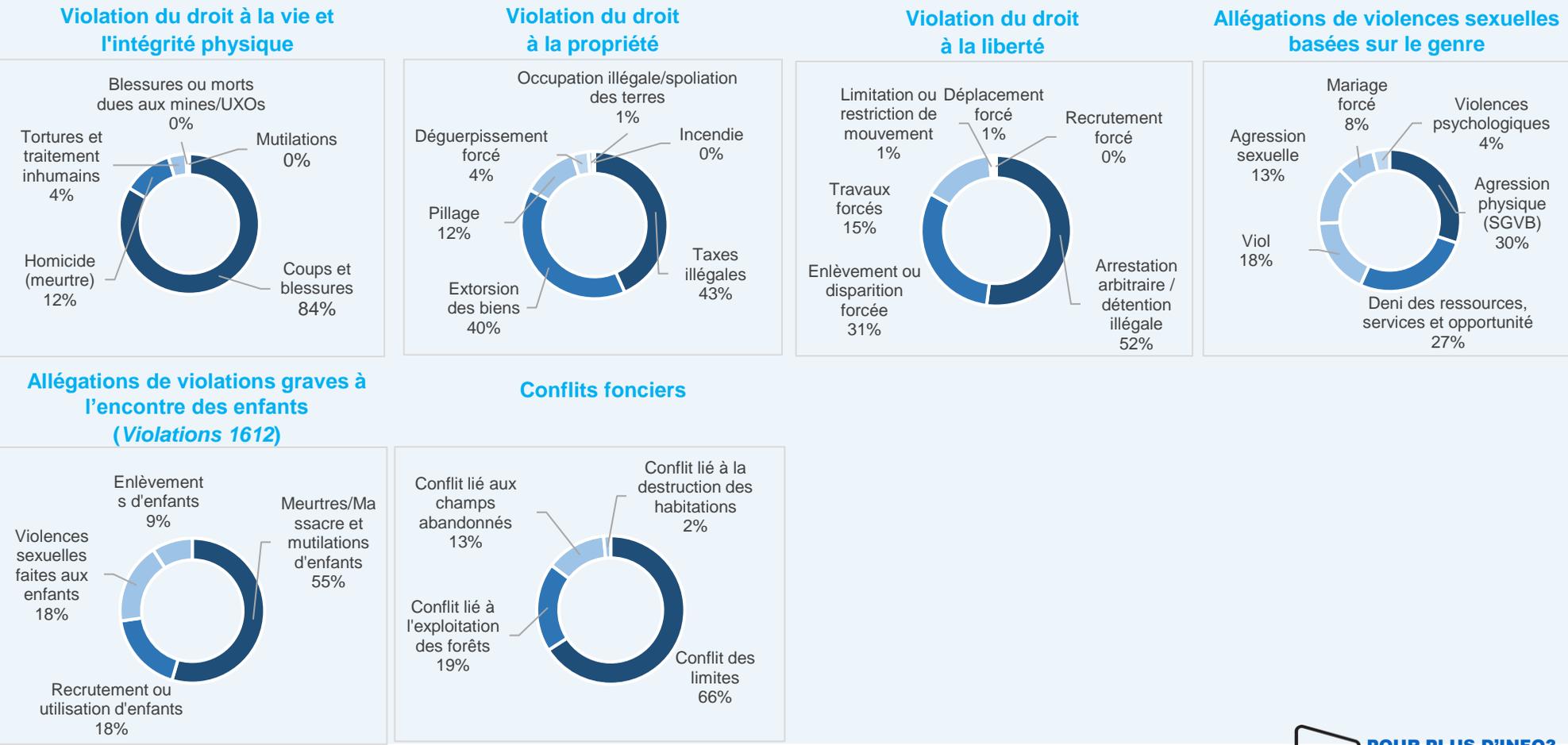
PROFILS DES AUTEURS PRÉSUMÉS



VICTIMES IDENTIFIÉES PAR PRINCIPALES PROVINCES



CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES





LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

Liens utiles

<https://globalprotectioncluster.org/publications/2203/reports/protection-analysis-update/democratic-republic-congo-protection-analysis>

[Cluster Protection RDC: Aperçu du Monitoring de Protection dans la Province du Nord-Kivu au 30 avril 2025](#)

[Cartographie des acteurs de monitoring de protection au Nord-Kivu](#)

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/unhcr-southern-africa-regional-external-update-8-eastern-drc-situation-21-march-2025>

https://reliefweb.int/attachments/90b464df-989d-45cf-942e-32f331b5b311/Sitrep%20_Nord-Kivu%20-%202025%20Mars%202025-Final.pdf

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-mouvements-de-population-et-besoins-humanitaires-au-nord-et-au-sud-kivu-brief-4-1-avril-2025>

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-de-lituri-rapport-de-situation-no3-le-7-avril-2025>

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-mouvements-de-population-et-besoins-humanitaires-au-nord-et-au-sud-kivu-brief-4-1-avril-2025>

